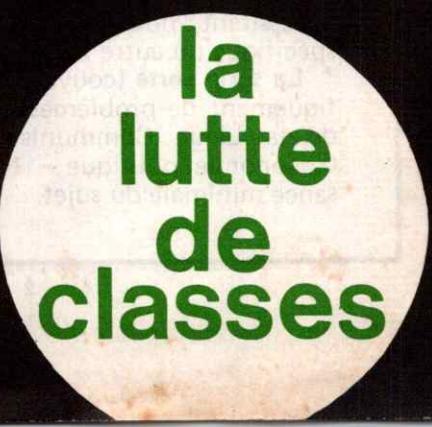




qu'est
ce
que

2



la
lutte
de
classes

qu'est ce que ?

La collection de brochures « Qu'est ce que... ? » n'a pas d'autre ambition que de donner aux militants et à l'avant-garde ouvrière qui se renforce dans le s luttes actuelles, les éléments de formation indispensables à quiconque prétend participer consciemment à la victoire de la révolution prolétarienne.

Nous avons choisi de multiplier les sujets abordés et de les traiter en quelques dizaines de pages (de 16 à 32 pages, vendues 1,5 franc) afin de les mettre à portée de tous ceux pour qui la vie militante et la participation active aux combats de la classe ouvrière passent avant la compilation et la « littérature ».

Il était cependant impossible de grouper dans une même collection des brochures d'importance et de difficulté trop différenciées.

* La série rouge (couverture rouge) regroupera donc des exposés élémentaires sur des thèmes politiques, ne nécessitant, pour leur lecture, aucune connaissance spécifique ou autre lecture préalable.

* La série **verte** (couverture **verte**) traitera plus spécifiquement de problèmes déjà abordés dans les stages de la Ligue Communiste — comme les questions d'économie politique — et nécessitant une connaissance minimale du sujet.

introduction

Pour abattre le système capitaliste, il faut le connaître. C'est pourquoi Marx a écrit *le Capital*, et Lénine et Trotsky ont attentivement étudié les conditions économiques dans lesquelles se débattait la bourgeoisie.

En effet, Marx a montré que si « les hommes font librement leur histoire, ils ne la font pas dans des conditions librement déterminées par eux ». Ces conditions sont les lois qui déterminent le fonctionnement de l'économie, et, par là même, l'activité des hommes.

Depuis toujours, les hommes, dans toutes les sociétés, ont cherché à lutter contre la rareté en tirant de la nature ce dont ils avaient besoin. Ce lien entre les hommes et la nature est le travail. Selon leur niveau de richesses, les sociétés peuvent organiser différemment leur travail pour tirer le plus possible de la nature. Cette organisation est le *mode de production*. Historiquement chaque mode de production permet d'abord une augmentation des richesses, puis s'avère inefficace par rapport à ce qu'il serait possible de produire. Il devient un *frein aux forces productives de la richesse* (les hommes et les techniques).

Il doit alors être remplacé par un autre mode de production mieux adapté aux perspectives de la société. Mais tout mode de production repose sur des rapports entre les hommes. Dans les sociétés primitives les hommes sont libres et ils décident collectivement, dans la tribu, de ce qui est produit et comment la production est répartie. Dans les sociétés esclavagistes, les propriétaires font exploiter la terre qui leur appartient par leurs esclaves et s'approprient le produit de leur travail. Il en est de même dans les sociétés féodales au Moyen-Age.

Evidemment, quand la société féodale est condamnée par son incapacité à augmenter suffisamment la richesse sociale, les seigneurs cherchent à la maintenir contre la volonté de la jeune bourgeoisie. Ils tirent leur richesse et leur puissance de la place qu'ils occupent dans les rapports de production féodaux. Or quand les manufactures se développent au 17e siècle, elles remettent en cause toute l'organisation sociale et politique, de telle sorte que les seigneurs ne peuvent exploiter leurs domaines comme avant. Le développement économique se fait en dehors d'eux et contre eux. Donc il réagissent contre la bourgeoisie naissante qui est obligée de se défendre contre leurs attaques. Et à partir d'une certaine période cette bourgeoisie a besoin du pouvoir politique pour poursuivre son développement économique.

Le développement des forces productives de la richesse sociale, organisé dans les manufactures et l'industrie par la bourgeoisie, fait éclater l'ancienne organisation sociale. La révolution bourgeoisie triomphe alors car elle est historiquement nécessaire.

Pour les marxistes le mode de production capitaliste, qui a enversé le mode de production féodal, doit lui-même céder la place au mode de production socialiste. En effet, aujourd'hui le capitalisme est lui-même devenu un *frein* au développement des forces productives sociales. Mais il ne tombera pas de lui-même comme un fruit blet tombe de l'arbre. En effet la bourgeoisie qui domine la société capitaliste, ne laissera pas les travailleurs l'évincer sans réagir. D'autant plus que si les bourgeois ont pu développer leur pouvoir économique dans la société féodale en décomposition, les travailleurs n'ont pas la possibilité de disposer du pouvoir économique avant le pouvoir politique. En effet la production capitaliste est organisée au niveau de toute la société, il est donc impossible d'y créer un « îlot » socialiste.

Donc la bourgeoisie acculée par ses contradictions économiques a toujours la possibilité d'essayer de les faire supporter aux travailleurs en les écrasant physiquement. Pour cela elle recourt au *fascisme* qui est la solution politique de ses difficultés économiques.

Quand le capitalisme pourrit, de moins en moins capable de satisfaire les possibilités de développement des forces productives, la bourgeoisie cherche à mettre en place le fascisme. Tandis que les travailleurs comprennent de plus en plus que la satisfaction de leurs revendications nécessite de passer au socialisme.

Le choix historique est alors posé entre socialisme et barbarie. Pour éviter le triomphe de la barbarie, les travailleurs doivent imposer leur solution : le socialisme. Cela nécessite que les travailleurs connaissent les contradictions auxquelles se heurte la bourgeoisie pour prévoir et éviter ses manœuvres. Cette connaissance scientifique passe par la compréhension de ce qu'est l'exploitation capitaliste afin de dégager les moyens qui permettent d'y mettre un terme : l'organisation et le programme du prolétariat contre la bourgeoisie.

qu'est-ce que la lutte de classe ?

Avant de procéder à une analyse purement politique, Lénine et Trotsky faisaient toujours une analyse détaillée de l'état de développement des forces productives et des rapports de production. L'analyse de ces problèmes « économiques » est un préalable nécessaire à toute analyse « politique », car le rapport entre les forces de production et l'organisation sociale de celles-ci est le nerf de toute société. Il s'agit là d'une question de méthode essentielle pour les marxistes et l'objet de cette brochure est d'en présenter les chaînons principaux.

La conception marxiste de l'histoire tient à deux éléments : le matérialisme historique et le matérialisme dialectique.

A) Le matérialisme historique.

Le matérialisme part de la distinction entre infrastructure et superstructure.

1. L'infrastructure est essentiellement l'ensemble des éléments qui composent la réalité économique. C'est d'une part le niveau des forces productives : travail, progrès, technique, et d'autre part les rapports de production.

Selon Marx, les rapports de production sont la base matérielle de la société, c'est à dire les rapports que les hommes établissent entre eux en vue de la production des biens matériels nécessaires à leur existence.

2. La superstructure est en gros tout le reste, et nous pouvons dire qu'il y a plusieurs superstructures. Par exemple : l'art, le droit, la religion, l'idéologie.

Il est très important de remarquer que les superstructures sont déterminées par l'infrastructure. Donc, l'idéologie, le droit, l'art, la religion, sont déterminés par la réalité économique qui est sous-jacente.

Engels définit le matérialisme historique comme une conception de l'histoire qui recherche la cause première et le grand moteur de tous les événements importants dans le développement économique de la société. Le développement économique de la société est premier dans l'analyse marxiste. Par exemple, l'étude de la révolution française de 1789 part de l'idée selon laquelle dans la société féodale, caractérisée par un certain rapport de production qui tenait essen-

tiellement en ordre avec le clergé, la noblesse, le développement économique ne pouvait plus se faire car il nécessitait le passage au capitalisme et la prise du pouvoir par la bourgeoisie. C'est dans la mesure où la bourgeoisie se devait de renverser la noblesse, de prendre le pouvoir pour mettre en place le mode de production capitaliste et permettre son développement, que la révolution devait avoir lieu.

Ce schéma est évidemment assez mécaniste. Par la suite on verra qu'il ne faut pas confondre déterminisme et mécanisme, à savoir que si la réalité économique détermine effectivement les superstructures, il n'en demeure pas moins que la liaison n'est pas linéairement mécanique. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'il y a un changement dans l'infrastructure qu'il y a nécessairement un changement dans les superstructures, cela peut être beaucoup plus compliqué.

B) Le matérialisme dialectique.

Le matérialisme dialectique consiste à ne pas étudier chacune de ces structures en soi, comme des éléments isolés, mais à les étudier dans leur inter-relation. Nous ne pouvons pas nous amuser à prendre l'infrastructure à tel moment du temps et la décrire, puis à faire de même avec la superstructure. Nous devons déterminer les lois d'évolution de l'infrastructure, de la superstructure dans leur relation, et cela met en cause une des notions essentielles, celle de contradiction et de développement contradictoire.

Globalement, l'idée est la suivante : chaque réalité engendre sa propre contradiction. Le capitalisme en se développant crée le prolétariat qui a pour vocation historique de l'abattre. Le système féodal en se développant met en place la bourgeoisie qui renverse le système féodal, etc. Donc il faut constamment se rappeler que chaque élément s'accompagne d'une contradiction. La contradiction se résoud dans un mouvement historique d'où naît une nouvelle contradiction. C'est ainsi que l'histoire procède de cette espèce de mouvement : chaque élément entraîne sa propre contradiction, la contradiction se résoud en un nouvel élément d'où naît une nouvelle contradiction, etc.

Ainsi, il y a un rapport contradictoire entre infrastructure et superstructure, ce qui signifie que l'infrastructure détermine la superstructure. Mais la superstructure réagit sur l'infrastructure. L'exemple le plus typique remonte assez loin, c'est au 16ème siècle la liaison entre la religion (superstructure) et l'évolution économique. Au 16ème siècle, on voit apparaître la nécessité du passage au capitalisme, mais en même temps, la religion interdit le profit, donc interdit le capitalisme et son développement. Saint Thomas d'Aquin disait que l'argent ne fait pas de petits, et qu'il n'y a pas à prendre un intérêt sur l'argent que l'on a prêté ; devant la nécessité d'instaurer le taux d'intérêt pour qu'il puisse y avoir effectivement mise en

place du capitalisme, on voit apparaître la réforme calviniste qui justifie le taux d'intérêt. Calvin justifie le taux d'intérêt par des raisons théologiques en disant : « Tous les hommes sont prédestinés, donc il faut considérer le résultat de leur action pour savoir s'ils sont prédestinés dans le bon ou le mauvais sens par Dieu ; si donc une action a réussi, c'est que Dieu le veut et que l'homme dont l'action a réussi est prédestiné à aller au Paradis. ». Aussi bien sur le plan économique que sur n'importe quel autre plan, dit-il, la fortune est légitime ; c'est la preuve que Dieu a prédestiné celui qui a la fortune pour aller au Paradis, et par là même, le taux d'intérêt est légitime, puisque c'est le moyen d'accroître sa fortune.

Nous voyons donc comment les besoins de développement économique entraînent une modification de la religion en justifiant le taux d'intérêt, mais la religion justifiant le taux d'intérêt, à son tour, permet le développement économique. Et de fait, le capitalisme s'est développé beaucoup plus rapidement dans les pays protestants que dans les pays catholiques. Le capitalisme s'est développé beaucoup plus rapidement en Angleterre et en Allemagne, qu'en France, en Italie, et en Espagne. Cela montre comment il peut y avoir une réaction de la superstructure religieuse sur l'infrastructure économique. Nous pourrions tenir le même raisonnement à propos du droit bourgeois, mis en place en France après la révolution de 1789, qui a permis le développement, par exemple, des sociétés anonymes qui représentent un élément fondamental du développement du capitalisme.

Donc le passage d'un système à un autre est toujours déterminé par l'accroissement des forces productives (la technique et l'organisation du travail). A un certain degré, les changements sociaux sont quantitatifs et n'altèrent pas les fondations de la société, par exemple le mode dominant de propriété. Mais un palier est atteint quand les forces productives ne peuvent se maintenir plus longtemps dans les anciennes formes de propriété. Il s'ensuit un changement radical de l'ordre social.

Donc, de cette comparaison entre infrastructure et superstructure, il faut d'une part bien voir que l'infrastructure, c'est à dire la réalité économique, est déterminante, que c'est elle qui commence par modifier la superstructure, celle-ci ne faisant que réagir sur la réalité économique. Mais il faut éviter le mécanisme. En effet, si l'infrastructure est l'instance toujours déterminante, la superstructure peut être l'instance dominante.

La relation déterminant-dominant s'explique de la façon suivante : la réalité économique détermine une certaine superstructure, mais c'est la superstructure qui domine la vie sociale. Par exemple, au moyen-âge, la religion envahissait complètement la vie sociale, chaque individu était entièrement dominé par le catholicisme. De la même façon, dans la société bourgeoise, tous les rapports sociaux sont définis par le droit, mais ce droit répond lui-même à la nécessité du développement économique. Donc il peut apparaître quand on observe superficiellement la réalité sociale, que ce n'est pas la réalité

économique qui la détermine, mais une superstructure comme le droit ou la religion. En réalité, il faut bien comprendre que cette superstructure n'est dominante que dans la mesure où elle est elle-même déterminée par la réalité économique, dans la mesure où il n'y a pas contradiction entre la superstructure religieuse et la nécessité du développement économique.

C'est l'application de cette conception matérialiste de l'histoire à la réalité qui a permis à Marx et Engels d'élaborer le socialisme scientifique.

Il est apparu « que l'histoire passée était l'histoire de la lutte des classes et que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours les produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports de production de leur époque. ». Dès lors, et ceci est très important, le socialisme n'est plus le résultat des élucubrations intellectuelles d'un esprit plus ou moins génial dont la tâche serait de fabriquer le modèle social idéal.

En réalité, le socialisme est le produit nécessaire des luttes de classes, luttes de classes elles-mêmes produites par l'histoire, les deux classes produites par l'histoire étant le prolétariat et la bourgeoisie. Le socialisme est donc un produit nécessaire de l'histoire, ce n'est pas une espèce de mythe, une espèce de paradis que l'on décrit dans une bible sans aucune nécessité historique. Dans cette mesure là, la tâche des socialistes n'est pas de décrire le paradis, mais de découvrir le moyen de résoudre le conflit entre les classes et par là même de connaître les lois du développement capitaliste. Pour cela nous devons nous rappeler la fameuse phrase de Marx : « Les hommes font librement leur histoire, mais ils ne la font pas dans des conditions librement déterminées par eux. ». Il est vrai que les hommes dans la réalité sociale, dans la réalité économique, peuvent librement faire ce qu'ils veulent. Seulement, il faut bien voir qu'ils ne peuvent le faire que dans une réalité économique qui ne dépend pas d'eux mais qui leur est imposée.

Connaitre cette réalité économique, connaître cette condition non librement déterminée par les hommes, c'est se donner les moyens de lutter contre l'exploitation capitaliste.

On a vu que par rapport à cette exploitation, il ne fallait pas faire de condamnations morales ; en effet, la bourgeoisie est autant aliénée que le prolétariat, la bourgeoisie pas plus que le prolétariat ne connaît les ressorts profonds de l'exploitation !... Ce n'est donc pas par sadisme ou méchanceté congénitale que les bourgeois exploitent les prolétaires. C'est pour des raisons objectives qu'il faut déterminer afin de pouvoir les abattre.

Dans une première partie, nous traiterons des raisons objectives de l'exploitation capitaliste, et dans une seconde, des moyens qui permettent de mettre un terme à cette exploitation : l'organisation de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

les raisons objectives de l'exploitation

L'exploitation de l'homme par l'homme résulte de la loi fondamentale de la valeur. C'est une loi parfaitement objective qui détermine le système capitaliste, et qui crée en même temps, contrairement, les conditions objectives pour supprimer cette exploitation. Mais il faut comprendre que le capitalisme n'est pas un système abstrait, intemporel, complètement plaqué à l'histoire, et, pour comprendre la loi de la valeur, nous devons voir rapidement la genèse du capitalisme.

Nous pouvons dire que les origines du mode de production capitaliste ont trois caractéristiques fondamentales, lesquelles sont également celles du régime capitaliste lui-même.

1. Séparation des producteurs avec leurs moyens de production. C'est la condition d'existence fondamentale du régime capitaliste. C'est l'obligation d'aller vendre sa force de travail à un capitaliste.

2. Concentration des moyens de production entre les mains d'une seule classe sociale, la classe bourgeoise.

3. Apparition d'une classe sociale qui, n'ayant pas d'autres biens que sa capacité de travailler, n'a aucun autre moyen de subvenir à ses besoins que la vente de sa force de travail. Cette classe ne peut vendre sa force de travail qu'à ceux qui possèdent les richesses, les capitalistes, propriétaires des moyens de production.

Mais ce que nous pouvons dire, c'est qu'aussi longtemps que la productivité du travail d'un homme ne suffit qu'à son propre entretien, il n'y a pas de différenciation à l'intérieur de la société, il ne peut y avoir de division sociale du travail.

Mais dès lors qu'il y a un accroissement de la productivité du travail au delà de ce niveau le plus bas, il y a création d'un petit surplus. Ce surplus permet une division sociale du travail dans la société.

Il y a capitalisme dans la mesure où il y a division sociale et technique du travail. La division technique du travail permet, en effet, d'accroître la constitution du surplus social, qui est donc une partie de la production n'étant pas immédiatement nécessaire pour satisfaire les besoins de ceux qui produisent. C'est par le développement de ce surplus social que l'on arrive d'une part à mettre en place la division sociale du travail (il y a donc relation entre cet accroissement du surplus et cette division du travail), et d'autre part qu'il est possible à une partie de la population qui est la bourgeoisie de s'approprier ce surplus. Cela signifie que le système capitaliste est un système dans lequel il y a nécessairement échange de marchandises entre les individus. Puisqu'il y a division sociale, chacun produit

un bien, quels que soient ses propres besoins, et échange avec les autres ce qu'il y a en trop contre ce dont il a besoin mais qu'il ne produit pas. C'est là qu'apparaît la nécessité d'une valeur de référence pour procéder à cet échange. En effet, dès qu'il y a échange, il faut se demander sur quelles bases on effectue cet échange.

Ici apparaît une distinction très importante entre ce qu'on appelle la valeur d'usage et la valeur d'échange. La valeur d'usage, ce sont les qualités physiques du bien qui font que le bien a une utilité, un usage pour quelqu'un. Un vélo est un instrument qui, physiquement, a la propriété de rouler, dès lors il a une utilité, c'est de permettre des déplacements. Seulement, cette utilité est parfaitement subjective. Il est évident qu'un vélo pour un cul de jatte n'a strictement aucune utilité et que donc la valeur d'usage dépend de chacun des individus. Puisque cette valeur dépend de chacun des individus, il n'est pas possible que ce soit elle qui procède à l'échange, car l'échange met en relation l'ensemble des individus, et par là même, il faut un critère objectif. Il faut donc dans tous les biens déterminer quel est leur dénominateur commun objectif, et il apparaît que le seul dénominateur commun objectif, c'est le travail ! Il apparaît donc que la valeur d'échange d'un bien tient à son travail, au travail qu'il a fallu pour créer ce bien.

Mais à nouveau il faut faire très attention et avancer d'une façon prudente ; en effet, la valeur d'échange, la valeur travail, c'est une réalité sociale d'abord et avant toute chose. Ainsi, il est évident que, selon la technique, le travail sera plus ou moins productif, il est évident que la productivité d'un travailleur dans une usine automobile à l'époque actuelle est très nettement supérieure à celle que pouvait avoir un travailleur au début du siècle quand il construisait des Ford. Il faut donc envisager le travail moyen dans les conditions sociales du moment où nous établissons la valeur d'échange des biens, du moment où l'échange a lieu. C'est pourquoi nous pouvons synthétiser en disant que la mesure de la valeur d'échange, c'est la quantité de travail moyen socialement nécessaire pour produire la marchandise.

Nous disposons aussi de la loi fondamentale du système capitaliste à savoir la loi de la valeur. C'est à partir de la loi de la valeur, la parfaitement objective, complètement indépendante de la volonté des uns et des autres qu'apparaît la plus-value. Il y a plus-value quand le capitalisme exploite la force de travail.

En effet, quelle est la valeur de la force de travail ? Essentiellement la quantité de travail moyen socialement nécessaire pour produire cette force de travail. Pour produire cette force de travail, il est en effet nécessaire d'avoir des biens. Ce sont les biens que les ouvriers consomment et sans lesquels ils ne pourraient vivre. Pour produire ces biens, il faut appliquer la loi de la valeur, donc on peut dire que la valeur de la force de travail, ce sont les biens nécessaires pour que la force de travail subsiste ou s'accroisse. La valeur de ces biens étant elle-même égale à la quantité de travail moyen socialement nécessaire pour produire ces biens.

La valeur de la force de travail est donc déterminée par le niveau de subsistance de la classe ouvrière. Il faut bien voir que ce n'est pas un niveau physiologique : les bourgeois très souvent rient en disant : « On veut bien que la loi marxiste joue pour les ouvriers des pays sous-développés, mais dans les pays développés, avec le frigo, la baignoire, la télé, il faut quand même pas pousser ! ».

Cela est stupide, car il n'a jamais été dit que la valeur de la force de travail se déterminait par la subsistance physiologique, mais par la subsistance sociale ; et il est évident que lorsque la société se développe, lorsque le niveau de consommation se développe parce que la production s'accroît, alors le niveau social psychologique de la valeur de la force de travail augmente. Il est évident qu'en 1971, on ne peut pas envisager que les ouvriers vivent comme ils vivaient au 19ème siècle.

Cependant la valeur du produit de la force de travail est égale au temps pendant lequel cette force de travail exerce son activité. Cela signifie que s'il faut par exemple six heures de travail moyen pour entretenir la force de travail, rien n'oblige le capitaliste qui a acheté cette force de travail à ne l'utiliser que six heures, il peut l'utiliser plus. S'il l'utilise neuf heures par exemple, il y a une différence de trois heures entre la valeur de la force de travail et la valeur du produit du travail. Cette valeur de trois heures est appropriée par le capitaliste, dans la mesure où il a acheté la force de travail à sa valeur pour qu'elle lui produise une autre valeur, la différence entre les deux lui revenant. Cette différence n'est autre que la plus-value. Le principal souci du capitaliste va être d'augmenter cette plus-value et pour cela il va avoir deux moyens :

* **La plus-value absolue ou augmentation de la durée du travail :**

Il est cependant évident que l'utilisation de la force de travail par le capitaliste n'est pas illimitée. **Première limite** : dans une journée, il n'y a que 24 heures. **Deuxième limite** : la force de travail, pour pouvoir survivre, se reproduire, a besoin dans un premier temps de sommeil. Cela ramène donc la journée de travail à 15 ou 16 heures maximum. Ce sont à peu près les chiffres du 19ème siècle, et dans un deuxième temps, quand il y a progrès technique, quand le niveau de développement économique s'élève, la force de travail a besoin de loisirs ou ce que l'on appelle loisirs en système capitaliste, dès lors la journée de travail est encore rétrécie, la limite est abaissée, et l'exploitation, l'apparition de la plus-value, se fait entre, d'une part la valeur de la force de travail, et, d'autre part le nombre d'heures maximum pendant lequel on peut faire travailler la force de travail dans la journée, cette limite étant suffisamment large pour que la plus-value soit appropriée. Mais ce n'est pas le seul moyen pour le capitaliste, car il va utiliser une autre forme de plus-value.

* **La plus-value relative :**

Le capitaliste compte sur la diminution de la valeur de la force de travail, c'est à dire la baisse du temps de travail socialement nécessaire pour produire les « biens ouvriers », et pour une même durée de travail, s'approprier davantage de plus-value.

Il apparaît donc que le capitaliste, de par l'activité productive de la force de travail qu'il achète, dégage une plus-value qu'il s'approprie. C'est dans le cadre de cette plus-value, de cette partie du produit de la force de travail qui échappe au travailleur pour aller à la bourgeoisie qu'apparaît l'opposition entre les classes, c'est dans cette exploitation que se fondent les classes elles-mêmes. En effet, la division de la société en classes est déterminée par les rapports de production, par le mode de production. **Une classe**, selon la définition de Boukharine, est un ensemble de personnes jouant un rôle analogue dans la production, ayant dans le processus de production des rapports identiques avec d'autres personnes. Cette définition est tout à fait importante car elle résoud un certain nombre de difficultés ou de contre-sens qui sont assez souvent faits.

* Pour certains, les classes sont définies par le montant du revenu : il y a des riches et il y a des pauvres ; or, il est évident qu'entre le noble déclassé complètement ruiné et continuant à vivre au fin fond de son château délabré et l'ouvrier d'une usine, même si le revenu est identique, les rapports dans la production sont différents et il y a appartenance à des classes différentes ; on ne peut pas dire que le noble déclassé est un prolétaire sous prétexte qu'il n'a plus d'argent.

* De la même façon, on a envisagé comme définition de la classe l'origine des revenus ; ceci entraîne des confusions tout à fait remarquables chez certains réformistes qui considèrent que les cadres sont des prolétaires puisqu'ils ont un salaire au même titre que les ouvriers. Ce qui les distingue, c'est d'être des prolétaires vivant mieux que les autres, mais fondamentalement, ils appartiennent à la même classe : leurs intérêts sont les mêmes. Or, cela est complètement faux, car l'origine du revenu dépend de la répartition du revenu national et cette répartition elle-même dépend des rapports de production, c'est à dire de la division de la société en classes. Il est évident que le cadre n'exerce pas dans le système de production les mêmes activités, et n'occupe pas la même place que l'ouvrier ; en outre, la place du cadre, c'est d'assurer au nom de la bourgeoisie la direction technique du processus de production, ce n'est pas d'avoir une activité d'exécution de ce processus lui-même.

* Enfin, le dernier critère a été celui de la profession ; ce critère conduit à catégorialiser la classe en distinguant le tourneur de l'ouvrier textile, et d'autre part à faire des classifications totalement fausses en regroupant l'artisan garagiste avec le tourneur car les deux travaillent sur le métal, et l'artisan dans le textile avec l'ouvrier textile parce que les deux travaillent sur le coton ; or il faut bien voir que la profession est un rapport entre l'homme et les choses sur lesquelles il travaille, ce n'est pas un rapport entre les hommes. Donc vouloir privilégier le rapport entre les hommes et les choses, c'est mélanger dans la soi-disant même classe les ouvriers qui n'ont que leur force de travail à vendre avec des artisans qui exercent leur force de travail sur leurs propres biens et moyens de production, alors

qu'économiquement comme socialement, les rôles sont totalement différents, leur place dans la société est fondamentalement différente.

Dès lors que la classe se définit par le rapport entre les hommes dans le processus de production, il en résulte qu'il y a dans la même classe un intérêt commun. Cet intérêt, c'est au minimum d'augmenter la part de la classe dans le revenu national, c'est à dire qu'à partir de la situation que possède une classe dans le processus de production, d'augmenter sa part dans la répartition des richesses. Mais dans la mesure où la répartition du revenu national dépend de la production, la meilleure façon d'être assuré d'augmenter la part du prolétariat dans le revenu national, c'est de renverser les rapports de production capitalistes.

Mais ceci est un intérêt historique ; l'intérêt immédiat, c'est au moins d'augmenter la part des salaires. Or la classe suppose la conscience de cet intérêt commun, c'est à dire que la classe suppose non seulement une définition objective des rapports, mais aussi une prise de conscience de ces rapports. C'est pourquoi Marx explique, dans le 18 Brumaire, que la paysannerie pauvre n'est pas une classe, que c'est une masse, une masse d'individus n'ayant pas une conscience claire de leur intérêt commun, donc ne pouvant être une classe. Dès lors, il n'existe que deux classes fondamentales, le prolétariat qui n'a que sa force de travail à vendre et la bourgeoisie qui détient les biens et les moyens de production lui permettant d'acheter la force de travail et d'exploiter cette force de travail. Le prolétariat et la bourgeoisie, en raison de la plus-value, sont liés dans le mode de production capitaliste. Le prolétariat ne peut exercer sa force de travail que s'il y a une bourgeoisie, mais la bourgeoisie ne peut à son tour utiliser ses biens et moyens de production que s'il y a force de travail. Cela dit, il est évident que ces deux classes ne regroupent pas tous les individus de la société. Celle-ci est, en effet, composée d'un ensemble de forces sociales (prolétariat et bourgeoisie, mais aussi paysannerie, petite-bourgeoisie, artisans, couches moyennes, etc.) qui composent une **formation sociale complexe**.

Lorsque nous disons que les deux classes fondamentales, prolétariat et bourgeoisie, sont liées, il faut bien voir que cette liaison est antagonique. Cela veut dire que les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie sont contradictoires en raison de la plus-value et de l'appropriation de la plus-value qui détermine l'exploitation. C'est dans la mesure où les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie sont contradictoires que l'Etat est une nécessité dans l'organisation de la société. Ici se trouve exprimée l'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'Etat. L'Etat est le produit de la manifestation de ce fait que les contradictions sont inconciliaires. L'Etat surgit au moment où les contradictions de classes ne peuvent être conciliées. C'est sur ce point que commencent les déformations du marxisme.

L'Etat est le lieu où se résoud l'antagonisme des classes, nous disent les démocrates bourgeois. L'Etat apparaît alors comme un

organe de conciliation de classe. Mais c'est faux, car l'Etat n'est pas le lieu où la démocratie selon la règle : une tête, une voix, résoudra les antagonismes. D'autre part, selon la révision social-démocrate du marxisme : on ne conteste pas que l'Etat soit un organisme de domination, ni que les contradictions soient inconciliables. Mais on oublie le fait que si l'Etat est né de contradictions de classes inconciliables et qu'il devient de plus en plus étranger à la société, alors la libération de la classe opprimée est impossible sans la destruction violente et radicale de l'appareil d'Etat bourgeois. Donc, ce qu'on oublie ici, c'est justement la conclusion de l'analyse marxiste de l'Etat.

L'Etat est, dans la société-capitaliste, l'instrument d'oppression de la classe exploiteuse sur la classe exploitée, c'est à dire l'instrument d'oppression de la bourgeoisie sur le prolétariat. La bourgeoisie a, en effet, conscience de ses intérêts de classe, et c'est pourquoi elle se constitue en pouvoir politique de façon à pouvoir utiliser les bandes armées pour la défense de ses intérêts.

Mais le développement du capitalisme n'est pas aussi simple qu'il pourrait sembler jusqu'à présent : c'est un développement contradictoire. Ce n'est pas parce qu'il y a constitution de la société en classes qu'il y a négation des intérêts du capitalisme et des capitalistes. Ce qui est contraire aux intérêts des capitalistes, c'est le développement de la classe exploitée, c'est le développement de l'organisation du prolétariat. Ce développement et cette organisation ont lieu à travers les luttes que mènent les capitalistes pour éviter la baisse tendancielle du taux de profit.

La baisse tendancielle du taux de profit c'est une loi générale du système capitaliste. Mais c'est une loi qui, comme son nom l'indique, est une tendance, c'est à dire qu'elle n'est pas nécessairement réalisée effectivement, quotidiennement, sur tous les lieux de production. Tout ce que l'on peut dire, c'est que sur la durée de vie du système capitaliste, le taux de profit doit baisser, c'est que même si le taux de profit se maintient, voire s'accroît, il arrivera un moment où sa chute brutale ne sera que plus violente (cf. la grande crise de 1929 après les profits considérables de l'après guerre). Pourquoi doit-il baisser ? Parce que les capitalistes, pour découvrir les débouchés dont ils ont besoin afin d'écouler leur production, se livrent entre eux à une concurrence féroce. La concurrence oblige les capitalistes à diminuer leur prix de revient, c'est à dire à produire dans les conditions les plus compétitives possibles, c'est à dire à accumuler du capital. Nous allons voir comment s'effectue cette baisse du taux de profit.

Le taux de profit est le rapport entre la plus-value et le capital engagé. C'est donc $pl / c+v$

* pl représente la plus-value

* c représente le renouvellement du capital constant, c'est à dire des biens de production : les machines, les bâtiments, les terrains, l'énergie, les matières premières, qui sont utilisées pour la production

* v représente le capital variable, à savoir les salaires distribués à la force de travail au moment où on l'achète.

Il faut également prendre en considération deux autres formules :
* pl/v : c'est le taux de plus-value, ou encore le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Il détermine la manière dont la valeur nouvellement produite est partagée entre ouvriers et capitalistes

* c/v : c'est la composition organique du capital. Cette formule représente le rapport entre la valeur des moyens de production et le prix de la force de travail engagée.

Or, quand il y a accumulation, on assiste à un accroissement de la composition organique du capital (c/v). Donc le capital constant (c) augmente plus vite que le capital variable (v). Et étant donné que la plus-value (pl) n'est produite que par v et non par c , on peut écrire que le taux de profit est égal à :

$$\frac{pl}{v} \times \frac{1}{c/v + 1}$$

A ce moment on se rend compte que si le taux d'exploitation ou taux de plus-value (pl/v) est constant (avec toujours accroissement de la composition organique du capital c/v), le taux de profit diminue.

Mais il y a un facteur qui peut neutraliser l'effet d'augmentation de la composition organique du capital, c'est l'augmentation du taux de plus-value (pl/v). Si le taux de plus-value augmente, cela veut dire que dans le rapport $pl/c+v$, nominateur et dénominateur augmentent tous les deux et l'ensemble de ce rapport peut conserver sa valeur, à condition que les deux augmentations se fassent dans une proportion déterminée. Mais est-ce que ces deux mouvements peuvent se poursuivre exactement dans la proportion nécessaire pour qu'ils se neutralisent l'un l'autre ? Ici, nous touchons la faiblesse fondamentale du régime capitaliste. Ces deux mouvements ne peuvent pas se poursuivre à la longue dans la même proportion. Il n'y a aucune limite à l'augmentation de la composition organique du capital. A la limite le capital variable (v) peut même tomber à zéro, quand on arrive à l'automation totale. Mais est-ce que le taux de plus-value (pl/v) peut également augmenter de manière illimitée ? Non, car pour qu'il y ait de la plus-value produite, il faut qu'il y ait des ouvriers au travail, et dans ces conditions, la fraction de la journée de travail pendant laquelle l'ouvrier reproduit son propre salaire ne peut pas tomber à zéro. Il y a là un résidu que l'exploitation capitaliste ne peut jamais supprimer. Cela signifie donc qu'à la longue la baisse du taux de profit est inévitable.

Pour essayer de lutter contre la baisse du taux de profit, les capitalistes vont concentrer le capital existant sans l'augmenter. Les capitalistes vont tenter d'augmenter leur capital sans accumuler. Chaque capitaliste va tenter de s'emparer du capital des autres capitalistes, de façon à ce que ceux qui survivent aient bien plus de capital qu'auparavant, mais que la somme du capital ne soit pas modifiée.

S'il y a augmentation du taux d'exploitation (pl / v), la bourgeoisie accroît la paupérisation de la classe ouvrière. Lorsque le revenu réel de la classe ouvrière augmente mais moins rapidement que le revenu national, c'est à dire moins rapidement que les revenus de la bourgeoisie, on assiste à la paupérisation relative de la classe ouvrière.

S'il y a concentration du capital existant sans accroissement, cela signifie que certaines personnes qui jusqu'à présent détenaient des biens et moyens de production se voient évincées. C'est tout le problème de la petite-bourgeoisie, des petits patrons, des petits artisans, qui, devant la concurrence que leur livrent les grandes entreprises, les grands trusts, ne peuvent pas tenir le coup et sont obligés de disparaître en tant que propriétaires de moyens de production.

La bourgeoisie ne se maintient donc qu'en créant les conditions objectives à son propre renversement, c'est à dire en renforçant numériquement le prolétariat, et en renforçant par la paupérisation la volonté du prolétariat de vaincre la bourgeoisie. Mais les conditions objectives de la révolution ne s'arrêtent pas là. En fait, paupérisation et prolétarisation manifestent la contradiction criante entre la volonté de vendre le plus largement possible les produits fabriqués et l'accroissement constant des biens et des moyens de production sous la forme de concentration du capital. Cette contradiction elle-même reflète la contradiction fondamentale, à savoir que le mode de production capitaliste, les rapports de classes capitalistes, sont un obstacle au développement des forces productives que sont le travail et les progrès techniques.

En effet, pour utiliser de plus en plus la force de travail et le progrès technique, il faut accumuler. Pour employer plus de travailleurs, il faut plus de capital, pour utiliser le progrès technique, il faut le matérialiser dans des machines, donc à nouveau accumuler. Or cette accumulation diminue le taux de profit, c'est à dire conduit aux phénomènes de paupérisation et de prolétarisation qui accroissent les forces de travail à employer. Le développement du système capitaliste est donc parfaitement contradictoire.

Cette contradiction fondamentale se manifeste dans les crises du système capitaliste. Crises qui se manifestent avec plus d'acuité à l'époque actuelle, alors que depuis 1936, les épigones bourgeois du capitalisme soutenaient que les crises devaient disparaître et que le capitalisme progresserait indéfiniment. C'est à travers ces crises qu'a lieu effectivement la baisse tendancielle du taux de profit, dans la mesure où à ces moments-là, le capitalisme ne réussit pas à conserver les conditions de maintien du taux de profit. On est donc arrivé à la contradiction fondamentale du système capitaliste qui explique son développement contradictoire et qui, en se développant, met en place les conditions objectives permettant son renversement.

C'est pourquoi il faut envisager la lutte contre l'exploitation, la lutte pour le renversement du capitalisme.

la lutte pour le renversement du capitalisme

« Toute l'histoire est l'histoire de la lutte des classes » a dit Marx. C'est à dire une lutte où les classes s'opposent dans l'action. L'histoire, ce n'est pas tant les lois de développement du capitalisme que l'action menée par les classes, actions suscitées, déterminées par les lois de développement du capitalisme.

Or cette lutte, parce qu'elle doit être action, suppose que le prolétariat ait conscience de ses intérêts de classe, qu'il ait une conscience de classe. Il faut bien voir que, spontanément, le prolétariat n'a conscience que de ses intérêts de classe immédiats, que spontanément le prolétariat est « trade-unioniste » et non pas révolutionnaire. Le prolétariat n'a pas conscience de ses intérêts historiques et c'est pourquoi se pose dans la lutte contre l'exploitation la nécessité du parti révolutionnaire.

En premier lieu, le prolétariat se bat dans une lutte économique pour empêcher que s'accroisse le taux d'exploitation et même pour obliger la bourgeoisie à abaisser le taux d'exploitation. Une grande discussion a eu lieu pour savoir si se battre pour une augmentation de salaire n'est pas une activité parfaitement inutile. Marx a répondu dans « Travail, salaire et capital » que loin d'être inutile, la lutte pour l'augmentation des salaires réels était une lutte nécessaire pour le prolétariat. En effet, la loi de la valeur fixe uniquement à la force de travail un minimum, un plancher. Et le prolétariat peut obtenir par sa lutte un salaire supérieur à ce plancher ; c'est là qu'il faut éviter de tomber dans l'erreur de la fameuse loi d'airain des salaires énoncée par Lassalle à la fin du 19ème siècle et contre laquelle Marx s'est battu. Cette loi, justement, estimait que le salaire était parfaitement déterminé, mécaniquement déterminé par la loi de la valeur, qu'il n'y avait pas de possibilité de l'accroître, que les accroissements de salaires n'étaient que des faux semblants, n'étaient que des apparences. Mais Marx a montré qu'augmenter le salaire au dessus du minimum, c'était le résultat de la lutte des classes. On peut toujours fixer des salaires supérieurs, si le prolétariat l'impose à la bourgeoisie. Certes, ces augmentations de salaires peuvent être reprises par des augmentations de prix. Le pouvoir d'achat, donc le salaire réel, est ramené à ce qu'il était antérieurement et peut-être même à un niveau moindre par les augmentations de prix. Mais le prix est égal au salaire plus le taux de profit, donc si le capitaliste veut à tout prix garder ses profits constants et ne veut absolument pas les voir diminuer il doit obligatoirement augmenter

ses prix, ce qui compense la hausse des salaires. On voit justement dans cette contradiction, que l'enjeu de la bagarre n'est pas un problème entre prix et salaires, mais entre salaires et profit, c'est à dire entre les intérêts immédiats du prolétariat et de la bourgeoisie. La lutte syndicale, la lutte économique pour les intérêts immédiats, est une lutte qui met en présence le prolétariat et la bourgeoisie dans leur ensemble, c'est donc une lutte de classes.

Cette lutte, parce qu'elle est une lutte de classes, ne doit en aucun cas être subordonnée aux intérêts du capital. Une thèse bourgeoise, reprise et suivie par le PCF en 1945, consiste à dire qu'il faut attendre pour augmenter les salaires que la santé de l'économie le permette. Cela veut dire qu'il faut attendre que la bourgeoisie ait accumulé avant de demander des augmentations de salaires. Cela signifie que le prolétariat, avant de demander des hausses de salaires, doit attendre que le capitalisme se renforce. En effet, augmenter le capital, c'est augmenter l'instrument d'exploitation. Mais cette augmentation du capital ne se fait pas d'une façon neutre par rapport au travail, elle se fait d'une façon telle que les bourgeois puissent se passer de travailleurs, puissent donc licencier des travailleurs, les mettre au chômage, et par là même affaiblir la position de la classe ouvrière. Très précisément, cela veut dire attendre que l'économie soit en bonne santé, comme « on » nous l'a dit souvent, avant d'exiger des hausses de salaires, attendre les fameux cinq ans de Chaban, pour pouvoir construire une nouvelle société, c'est attendre que dans le rapport de classes, l'avantage appartienne à la bourgeoisie et que donc le prolétariat ne puisse plus être en condition de force pour exiger et obtenir des hausses de salaires.

Dans la mesure où la lutte pour les salaires est une lutte nécessaire, mais que l'on ne peut comprendre que comme un élément de la lutte de classes, il faut bien voir que cette lutte pour les salaires est parfaitement limitée. Ces limites tiennent justement à la nature des intérêts immédiats mis en cause par la lutte de classes. Si l'on considère les grands éléments de la lutte pour la satisfaction des revendications immédiates, on se rend compte que les résultats de cette lutte dépendent essentiellement du rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie. Prenons pour exemple la législation du travail encore appelée par la bourgeoisie « droit du travail ». Il apparaît que cette législation est marquée par certaines dates qui accordent de très grands avantages à la classe ouvrière. On remarque aussi que ces dates sont le résultat de la lutte de la classe ouvrière et que ces dates en sont ses conquêtes. Mais quand le rapport de forces se retourne, la bourgeoisie les reprend. Un exemple typique est fourni par la loi votée en 1936 sur les 40 heures. Cette loi a été annulée dès le renversement du Front Populaire et son remplacement par le gouvernement Raynaud, en 1937, au nom des intérêts de la lutte contre le nazisme et des nécessités de renforcer l'industrie d'armement. Bien que le nazisme ait été en tant qu'Etat renversé, bien que la guerre soit terminée, on n'a toujours pas retrouvé les 40 heures qui sont toujours

une revendication ouvrière. Et cela alors que la législation bourgeoise prévoit que les travailleurs n'auront pas plus de 40 heures par semaine.

Au fur et à mesure que les contradictions objectives du capitalisme s'aguisent, la bourgeoisie a une marge de manœuvre de plus en plus réduite pour abandonner de véritables réformes au prolétariat et cherche de plus en plus à augmenter le taux de plus-value. Donc elle mène une lutte de plus en plus dure contre le prolétariat. C'est ainsi qu'à partir du moment où le capitalisme assume le développement des forces productives à un rythme très faible, les syndicats sont condamnés soit à être intégrés par la bourgeoisie, et mener une politique réformiste, soit à devenir les instruments révolutionnaires de la classe ouvrière.

Toutes ces limites de la lutte syndicale, la nécessité de la transformation du syndicat à partir de la décadence du capitalisme, viennent de ce que la lutte syndicale s'en tient aux effets du capitalisme, c'est à dire l'exploitation, et non aux causes du capitalisme, c'est à dire à l'appropriation privée des biens et moyens de production. C'est ainsi que Marx termine « Travail, salaire et capital » en disant :

« Au lieu du mot d'ordre conservateur : un salaire équitable pour une journée de travail équitable, les ouvriers doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre révolutionnaire : abolition du salariat ». Les ouvriers doivent passer de la lutte pour les intérêts immédiats à la lutte pour les intérêts historiques, car il arrive un moment où le capitalisme ne peut plus satisfaire les intérêts immédiats du prolétariat. Donc le seul moyen pour le prolétariat d'obtenir satisfaction, c'est de renverser le capitalisme. C'est ainsi que toute lutte de classes est politique » (Marx).

Il faut bien voir que la durabilité des résultats de la lutte syndicale n'existe que s'il y a une lutte politique. On ne peut comprendre la lutte syndicale et le maintien des acquis que dans une lutte politique. Entre parenthèses, cela remet en cause les thèses du maintien des acquis par la défense des syndicats en abandonnant toute lutte politique, telles que l'énonce par exemple l'AJS. Or si le développement du capitalisme facilite la lutte syndicale en développant la classe ouvrière, en la concentrant sur les lieux de production, en l'organisant sur les chaînes de production dans les usines, le développement du capitalisme ne facilite pas mécaniquement la lutte politique. Donc on ne peut pas passer immédiatement des contradictions du système capitaliste à la constitution d'organisations politiques qui permettront au prolétariat de mener sa lutte. C'est pourquoi il faut critiquer le spontanéisme. La lutte politique pour renverser l'Etat bourgeois nécessite en effet que le prolétariat ait conscience de ses intérêts historiques et pas seulement de ses intérêts immédiats. Or spontanément, le prolétariat ne peut pas prendre conscience de ses intérêts historiques. En effet le prolétariat n'a aucun pouvoir sous le capitalisme ; la bourgeoisie, elle, a pris conscience spontanément de ses intérêts historiques. Et cela parce qu'à l'époque féodale la bourgeoisie a exercé le pouvoir économique. C'est en se rendant compte

que la noblesse était incapable de continuer à assurer le développement historique, et que donc la noblesse, en tant que pouvoir politique constitué, était un obstacle aux intérêts à long terme de la bourgeoisie, que celle-ci a pris conscience de ses intérêts historiques et a pu renverser le féodalisme grâce à la révolution bourgeoise. Mais le prolétariat a une position complètement différente car il n'a aucun pouvoir économique. Il ne peut prendre conscience concrètement du frein que représente la bourgeoisie en tant que pouvoir politique à son propre développement, au développement de la société. Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit en réalité à le subordonner complètement à l'idéologie bourgeoise. Cela vient d'une évidence, dont tout le monde parle, mais dont tout le monde ne tire pas les conséquences, à savoir que l'idéologie bourgeoise est effectivement dominante.

Et cela tout simplement parce que la bourgeoisie, ayant le pouvoir politique, étant la classe politiquement dominante, a les moyens d'élaborer son idéologie. La bourgeoisie ne travaille pas à la chaîne 8, 9 ou 10 heures par jour, c'est pour cela qu'après avoir fini son travail, elle peut se permettre de se cultiver et d'enrichir sa culture. D'autre part la bourgeoisie a les moyens matériels de diffuser son idéologie, elle a la presse, la radio, tous les moyens d'information, tous les moyens de diffusion. Il est vrai par ailleurs que le prolétariat va spontanément au socialisme, mais comme le dit Lénine dans « Que faire ? », il n'y va spontanément qu'autant que la théorie socialiste est élaborée, et cela le prolétariat ne peut pas le prendre en charge, du moins au début. Aussi est-il spontanément trade-unioniste, aussi se bat-il spontanément conformément à l'idéologie dominante. C'est à dire sur le terrain de la bourgeoisie elle-même, terrain sur lequel il est sûr d'être battu comme nous l'avons vu.

La doctrine socialiste, elle, ne peut venir au prolétariat que « du dehors ». Le socialisme, en tant que théorie, ne peut venir au prolétariat que par les intellectuels et c'est toute la fonction des intellectuels qui ont effectivement une origine bourgeoise, mais dont le rôle est tout autre dans le développement du mouvement ouvrier. C'est pourquoi apparaît la nécessité du parti révolutionnaire. Car le prolétariat n'est pas homogène du point de vue de sa conscience de classe ; en effet, au sein du prolétariat se dégage une avant-garde qui assimile la doctrine socialiste élaborée en dehors du prolétariat, et qui, très rapidement, enrichit cette doctrine dans les luttes qu'elle mène en tant qu'avant-garde parce qu'elle a compris la nécessité de la lutte politique. Cette avant-garde s'organise nécessairement pour développer le niveau de conscience politique de l'ensemble de la classe ouvrière. Cela nécessite deux éléments fondamentaux, d'abord le programme politique, ensuite l'organisation pour mener les luttes sur ce programme : le parti révolutionnaire.

C'est le parti révolutionnaire qui conduira le prolétariat à la victoire finale en lui permettant de se libérer de l'emprise de l'exploitation du capitalisme.

taupe rouge 7

ligue communiste

2,5 francs

CGT LES TRAVAILLEURS
T DE L' A
FEDERATION PARIS

CGT. LES TRAVAILLEURS
NEW YORK

**la cgt le pcf
et les révolutionnaires**

documents de l'olimpiade à montréal 1976

DOCUMENTS DE L'OLYMPIADE MONTRÉAL 1976

LE PROGRAMME	1
LE PROGRAMME DES JEUX	2
LE PROGRAMME DES JEUX	3
LE PROGRAMME DES JEUX	4
LE PROGRAMME DES JEUX	5



les documents

document de formation

numéro 2

1,5 franc

DANS LA MEME COLLECTION :

numéro 1 : LE CHOMAGE

à paraître :

numéro 3 L'ANARCHIE CAPITALISTE

numéro 4 LE FRONT POPULAIRE

numéro 5 LA REVOLUTION RUSSE



ligue communiste

supplément à rouge 154